

Pouvoir d'achat, impôt CO₂, nucléaire et électricité renouvelable

L'impôt CO₂ : ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain !

Pour renforcer la sécurité d'approvisionnement en énergie de notre pays et pour participer à l'effort mondial de lutte contre les émissions de CO₂, il faut que les consommateurs soient incités à consommer moins de fioul, de gaz et de carburant. C'est le but d'un impôt CO₂. Comment en fixer le montant ? Un consommateur est sensible au prix qu'il paie sans s'interroger sur les composantes de ce prix : prix du pétrole, coût de la distribution, bénéfices des entreprises, impôts pour alimenter le budget de l'Etat ou payer l'entretien des routes ou les dommages causés par la pollution ou par les émissions de CO₂. *Seul le prix final l'intéresse*. Il est donc évident que l'impôt CO₂ doit dépendre du prix du pétrole. C'est une lourde erreur d'avoir fixé une « trajectoire du coût du carbone » indépendante du prix du pétrole. La justification avancée par la plupart des économistes est que l'impôt CO₂ doit refléter le coût des dommages causés par les émissions de CO₂ qui, bien sûr, ne dépend pas du prix du pétrole. Mais, si l'on suit cette logique, lorsque le prix du pétrole est haut, tout se passe comme si une partie du « coût des dommages » était prélevée par les pays producteurs.

Il était pourtant facile de s'en rendre compte et de voir que cette façon de fixer le montant de l'impôt est inefficace lorsque le prix du pétrole baisse et, dans le cas inverse, devient insupportable.

Certes le mouvement des « gilets jaunes » n'a pas comme seule cause l'impôt sur le carburant, le fioul et le gaz,, qui a été comme la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais le résultat est qu'aujourd'hui, c'est le principe même d'un impôt CO₂ qui est remis en cause.

L'Etat doit *fixer une trajectoire des prix à la consommation du fioul, du gaz et du carburant autant que possible indépendante des prix mondiaux du pétrole et du gaz* avec un impôt qui, lui, en dépendra. Ainsi, chacun pourra se préparer à cette hausse du prix. Si le prix du pétrole flambe, le prix à la consommation sera plus élevé que la trajectoire prévue car l'impôt CO₂ ne peut être négatif, les caisses de l'Etat étant vides. Il faudra bien sûr une aide, au titre de la solidarité nationale, à ceux qui en auront besoin. A mon avis, la hausse serait chaque année, en plus de l'inflation, de l'ordre de 2 c€ par litre de carburant *si l'électricité est produite au moindre coût*. [Voir ici](#).

Plus ou moins de nucléaire, d'éolienne et de photovoltaïque : le coût de l'électricité

Tout ce qui est écrit ci-dessous est vérifiable, donc contestable, en utilisant d'une part un tableur [accessible par ici](#) qui permet à chacun de dresser un tableau croisé de consommation d'énergie par secteur d'utilisation et par type d'énergie et, d'autre part, un modèle de simulation de production et consommation d'électricité, [accessible par ici](#) ; quelques tableaux montrent [hypothèses et résultats](#).

Si la consommation d'électricité reste constante, arrêter la centrale de Fessenheim sans augmenter les émissions de CO₂ oblige à dépenser chaque année 800 millions d'euros de plus. Réduire la part du nucléaire à 50 % de la consommation en arrêtant des réacteurs en état de fonctionnement obligerait à dépenser chaque année 7 ou 8 milliards d'euros de plus que sans arrêter ces réacteurs.

A long terme, si l'on veut diviser par trois ou quatre nos émissions de CO₂, on fera des économies d'énergie mais il faudra aussi remplacer du fioul, du gaz et du carburant pétrolier par de l'électricité. La consommation d'électricité augmentera au moins de 50 % ([voir ici](#)). Alors, si l'on voulait se passer de nucléaire, à supposer que l'on accepte des milliers de km² de photovoltaïque et des dizaines de milliers d'éoliennes sur terre ou en mer, il faudrait dépenser 58 milliards d'euros de plus qu'avec 103 GW de nucléaire et sans augmenter la capacité éolienne et PV – tout est [expliqué ici](#).

Ces dépenses - 800 millions par an, 8 milliards ou encore 58 milliards d'euros par an -, quelle que soit la façon dont elles seront financées, se répercuteront évidemment sur le pouvoir d'achat des consommateurs et des contribuables, *sans aucun avantage sur les émissions de CO₂ !*

Question : si la perspective de se passer de nucléaire est inaccessible, pourquoi donc réduire la part du nucléaire à 50 %, ce qui nous coûterait des milliards d'euros par an *pour rien* ?